

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos les 30 juin 2022 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2021, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives sur deux ans, spécifiquement les incidences prévues relatives à notre programme de transformation, et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 3 août 2022.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers.....	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	6
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	14
• Perspectives – Nos perspectives financières sur deux ans, y compris les principales hypothèses et les risques importants	19
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées	22
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 juin 2022 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	22
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	22
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	23
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir.....	23
• Annexes – Des informations supplémentaires	25

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Au premier trimestre de 2022, nous avons apporté deux modifications à l'information sectorielle présentée pour tenir compte des changements dans la façon dont nous gérons nos activités. Les montants de périodes précédentes ont été retraités afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter à la rubrique « Renseignements supplémentaires » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
programme de transformation	Initiative sur deux ans qui vise à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv	L'entreprise Refinitiv de LSEG. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv avant sa vente le 29 janvier 2021.
YPL	York Parent Limited, l'entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels de LSEG et d'anciens membres de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Limited.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de premier plan de services d'information à l'intention des entreprises. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter, décrits ci-dessous, qui reflètent la façon dont nous gérons nos activités.



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche juridique conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des plus petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

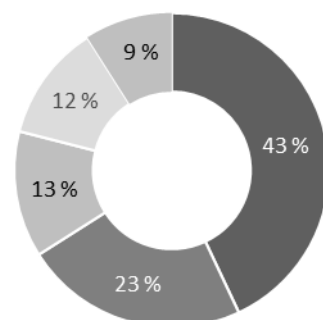
Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et mondiales à l'intention des groupes de médias mondiaux, des professionnels et des consommateurs par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters News, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits Thomson Reuters et de l'entreprise Refinitiv de LSEG.



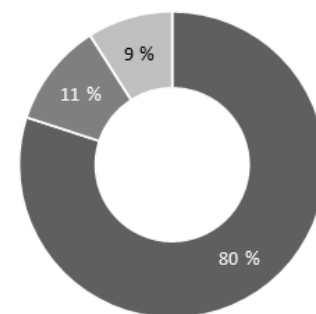
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du deuxième trimestre de 2022



- Professionnels du droit (43 %)
- Grandes sociétés (23 %)
- Fiscalité et comptabilité (13 %)
- Reuters News (12 %)
- Publications mondiales (9 %)



- Produits récurrents (80 %)
- Transactions (11 %)
- Publications mondiales (9 %)

Nos secteurs d'activités sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Le siège social assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines ainsi que notre programme de transformation. Nous présentons de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales ainsi qu'au programme de transformation.

Faits saillants financiers

L'essor qu'ont connu nos activités s'est maintenu au deuxième trimestre de 2022, alors que les produits des activités ordinaires ont surpassé une fois de plus nos attentes. Nos secteurs d'activité continuent de profiter de la complexité croissante de la réglementation dans les domaines du droit et de la fiscalité et sur les marchés à risque.

En août 2022, nous avons révisé à la hausse nos perspectives de croissance des produits des activités ordinaires pour la société dans son ensemble et les 3 grands secteurs pour l'exercice 2022 complet pour rendre compte de notre confiance croissante dans le rendement de notre entreprise. Nous avons réitéré toutes les autres mesures de nos perspectives sur deux ans, y compris la marge du BAIIA ajusté, alors que nous continuons d'investir dans nos activités et d'absorber les pressions inflationnistes accrues. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Notre programme de transformation visant la transition de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu, se déroule comme prévu. Au premier semestre de 2022, nous avons poursuivi nos initiatives dans le cadre du programme visant à tirer une plus grande part de nos produits des solutions infonuagiques, augmenté la proportion de nos ventes par l'intermédiaire de nos plateformes numériques et amélioré l'expérience des clients qui interagissent avec nous. Au 30 juin 2022, nos économies de charges d'exploitation en rythme annualisé ont atteint 369 M\$ dans le cadre du programme.

En juin 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires (se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion). En date du 31 juillet 2022, nous avons racheté pour 394 M\$ de nos actions ordinaires aux termes du programme.

Événements mondiaux récents

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique marqué par l'incertitude. L'inflation a augmenté, le marché du travail demeure tendu et l'économie mondiale est fortement perturbée en raison de l'invasion militaire russe en Ukraine, des répercussions continues de la COVID-19 et des difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement qui en découlent. Les banques centrales au Canada, aux États-Unis et sur plusieurs autres marchés ont commencé à hausser les taux d'intérêt afin de freiner l'inflation, ce qui a des conséquences sur l'activité économique de certains marchés. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité.

Bien que notre secteur Reuters News continue de produire des rapports en provenance de l'Ukraine et de la Russie afin de fournir des nouvelles impartiales et fiables, nos activités en Ukraine et en Russie ne sont pas importantes pour notre entreprise. Nous avons pris des mesures pour nous conformer aux restrictions applicables découlant des sanctions qui s'appliquent à nos activités. Nous avons également relocalisé des services précédemment fournis dans le cadre de contrats d'impartition dans la région.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2022	2021	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 614	1 532	5 %	
Bénéfice d'exploitation	391	316	24 %	
Résultat dilué par action	(0,24) \$	2,15 \$	n. s.	
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	433	462	(6) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 614	1 532	5 %	7 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %
BAIIA ajusté	561	502	12 %	11 %
Marge du BAIIA ajusté	34,7 %	32,7 %	200 pb	110 pb
Résultat ajusté par action	0,60 \$	0,48 \$	25 %	23 %
Flux de trésorerie disponibles	342	379	(10) %	

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats financiers des 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 290	1 218	6 %	7 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				7 %
BAIIA ajusté	524	487	8 %	8 %
Marge du BAIIA ajusté	40,7 %	39,9 %	80 pb	40 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les **produits des activités ordinaires** ont augmenté de 5 % au total, sous l'effet de la croissance affichée par quatre de nos cinq secteurs d'activité. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 2 % sur les produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 7 %, en raison de la hausse de 7 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 13 % des produits tirés des transactions. Les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales ont légèrement diminué.

Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (80 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 6 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse de 8 % des produits récurrents (89 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs) et à l'augmentation de 4 % des produits tirés des transactions. Les 3 grands secteurs affichent une croissance d'au moins 6 % pour un cinquième trimestre consécutif.

Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 24 % puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que compensé l'accroissement des coûts, qui comprennent les investissements liés au programme de transformation. Le BAIIA ajusté et la marge connexe ont également augmenté en raison des mêmes facteurs.

Le **résultat dilué par action**, soit (0,24) \$, reflète une diminution importante de la valeur de la participation de la société dans LSEG. Le résultat dilué par action de la période correspondante de l'exercice précédent, soit 2,15 \$, rendait compte d'une forte augmentation de la valeur de la participation de la société dans LSEG. Le résultat par action ajusté, dont est exclue la variation de la valeur de notre participation dans LSEG, s'est accru pour se chiffrer à 0,60 \$ comparativement à 0,48 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté.

Les **entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation** ont diminué du fait de la hausse des paiements associés au programme de transformation et des paiements d'impôt, qui a largement contrebalancé l'augmentation de la trésorerie liée à la hausse du bénéfice d'exploitation. La diminution des flux de trésorerie disponibles s'explique par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et la hausse des dépenses d'investissement se reportant essentiellement au programme de transformation.

Mise à jour sur le programme de transformation

Nous avons entrepris il y a 18 mois notre programme de transformation sur deux ans visant à stimuler la croissance et l'efficacité en transformant notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et en passant de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre objectif global dans le cadre du programme de transformation, notamment :

- Faciliter l'interaction avec nos clients;
- Actualiser et rationaliser de façon importante notre portefeuille de produits et nos groupes d'élaboration de produits;
- Réduire la complexité de nos activités et de l'organisation technologique;
- Continuer de simplifier notre structure organisationnelle afin d'instaurer une culture favorisant davantage l'innovation.

Dans le cadre de notre programme de transformation, nous avons investi les montants suivants pour la technologie ainsi que pour des initiatives liées à l'organisation et au marché.

(en millions de dollars américains)	Investissements dans le cadre du programme de transformation			
	Trimestre clos le 30 juin 2022	Semestre clos le 30 juin 2022	Cumul à ce jour	Total prévu
Investissements dans le cadre du programme de transformation				
Charges d'exploitation	30	64	247	343 - 383
Dépenses d'investissement à payer	37	65	177	212 - 252
Total des investissements	67	129	424	600

Nous continuons à tirer une plus grande part de nos produits des solutions infonuagiques, à augmenter la proportion de nos ventes par l'intermédiaire de nos plateformes numériques et à améliorer l'expérience des clients qui interagissent avec nous. Au 30 juin 2022, nos économies de charges d'exploitation en rythme annualisé ont atteint 369 M\$ dans le cadre du programme. Nous prévoyons réaliser des économies de charges d'exploitation en rythme annualisé de 500 M\$ d'ici la fin de 2022 et atteindre la cible totale de 600 M\$ d'ici la fin de 2023. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le programme de transformation.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le caractère saisonnier de nos charges et de notre bénéfice d'exploitation en 2022 et en 2021.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	Variation				Variation			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2022	2021	Total	Devises constantes	2022	2021	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 614	1 532	5 %		3 288	3 112	6 %	
Bénéfice d'exploitation	391	316	24 %		805	703	15 %	
Résultat dilué par action	(0,24) \$	2,15 \$	n. s.		1,83 \$	12,28 \$	n. s.	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 614	1 532	5 %	7 %	3 288	3 112	6 %	7 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %				7 %
BAlIA ajusté	561	502	12 %	11 %	1 161	1 060	10 %	9 %
Marge du BAlIA ajusté	34,7 %	32,7 %	200 pb	110 pb	35,3 %	34,1 %	120 pb	70 pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement ¹⁾ à payer	420	374	12 %		898	826	9 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement ¹⁾ à payer	26,0 %	24,4 %	160 pb		27,3 %	26,5 %	80 pb	
Résultat ajusté par action	0,60 \$	0,48 \$	25 %	23 %	1,26 \$	1,06 \$	19 %	17 %

1) Le 31 décembre 2021, nous avons modifié le mode de présentation des dépenses d'investissement. Les montants de la période précédente ont été retraités pour refléter ce changement. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Résultats financiers des 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022	2021	Total	Devises constantes	2022	2021	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 290	1 218	6 %	7 %	2 652	2 495	6 %	7 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %				7 %
BALIA ajusté	524	487	8 %	8 %	1 108	1 010	10 %	10 %
Marge du BALIA ajusté	40.7 %	39.9 %	80 pb	40 pb	41.8 %	40.5 %	130 pb	110 pb

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2022	2021	Total	Variation		2022	2021	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 291	1 219	6 %	7 %	7 %	2 591	2 439	6 %	7 %	7 %
Produits tirés des transactions	181	166	9 %	12 %	13 %	413	383	8 %	9 %	10 %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	142	147	(3) %	(1) %	(1) %	284	290	(2) %	(1) %	(1) %
Produits des activités ordinaires	1 614	1 532	5 %	7 %	7 %	3 288	3 112	6 %	7 %	7 %

Produits des activités ordinaires

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 5 % au total, sous l'effet de la croissance affichée par quatre de nos cinq secteurs d'activité. Les mouvements de change ont eu une incidence défavorable de 2 % sur l'accroissement des produits des activités ordinaires. Le total des produits des activités ordinaires et les produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) ont affiché une croissance interne de 7 %, alors que les produits tirés des transactions ont enregistré une croissance interne de 13 %. Les produits des activités ordinaires du semestre ont suivi les mêmes tendances, affichant une hausse de 6 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, en raison de la hausse des produits récurrents (79 % du total des produits des activités ordinaires) et des produits tirés des transactions. Les produits tirés du secteur Publications mondiales ont légèrement diminué pour les deux périodes.

Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (environ 80 % du total des produits des activités ordinaires à chaque période) ont augmenté de 6 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse de 8 % des produits récurrents. De la même façon, les produits tirés des transactions ont affiché une croissance interne de 4 % au deuxième trimestre et de 5 % au premier semestre. Les 3 grands secteurs affichent une croissance d'au moins 6 % pour un cinquième trimestre consécutif.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires pour les deux périodes, le raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des grandes devises, notamment la livre sterling, l'euro, le dollar australien et le peso argentin, ayant plus que contrebalancé le fléchissement du dollar américain par rapport au réal brésilien comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BALIA ajusté et BALIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 24 % au deuxième trimestre et de 15 % pour le semestre écoulé, puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que compensé l'accroissement des coûts, qui comprennent les investissements dans notre programme de transformation.

Le BALIA ajusté et la marge connexe ont augmenté en raison des mêmes facteurs. Les investissements liés au programme de transformation ont eu une incidence négative de 190 pb sur la marge du BALIA ajusté du deuxième trimestre et du premier semestre de 2022.

Le BALIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes, la hausse du BALIA ajusté ayant plus que contrebalancé l'augmentation des dépenses d'investissement à payer. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, les dépenses d'investissement à payer comprenaient un montant de 37 M\$ (30 M\$ en 2021) et de 65 M\$ (39 M\$ en 2021), respectivement, au titre du programme de transformation.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation		2022	2021	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 041	1 036	1 %	5 %	2 122	2 054	3 %	6 %
Déduire les ajustements de juste valeur¹⁾	12	(6)			5	(2)		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 053	1 030	2 %	5 %	2 127	2 052	4 %	6 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des cours de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités.

Les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes principalement en raison de charges liées aux ventes attribuables à la hausse des produits des activités ordinaires et des investissements dans la technologie. Cette augmentation a toutefois été atténuée par les économies réalisées dans le cadre du programme de transformation. Les coûts engagés dans le cadre du programme de transformation se sont élevés à 30 M\$ au deuxième trimestre de 2022 (41 M\$ en 2021) et à 64 M\$ au premier semestre de 2022 (52 M\$ en 2021). Pour les deux périodes, ces coûts comprenaient des indemnités de fin de contrat ainsi que les coûts liés à l'amélioration de l'efficacité de la technologie et des ventes numériques.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	38	42	(10) %	76	88	(13) %
Dotation aux amortissements des logiciels	121	122	(1) %	235	237	(1) %
Total partiel	159	164	(3) %	311	325	(4) %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	30	(17) %	51	61	(17) %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont diminué, surtout en raison du fait que les résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent tenaient compte d'une réduction de la valeur d'actifs se rapportant à la location de locaux de bureau que nous n'occupons plus.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué en raison de l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Autres profits d'exploitation, montant net	2	14	1	31

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, le montant net des autres profits d'exploitation est négligeable. Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2021, le montant net des autres profits d'exploitation tenait compte d'un profit découlant de la vente d'une entreprise et des produits liés à une licence permettant à l'entreprise Refinitiv de LSEG d'utiliser la marque Reuters. Par ailleurs, le premier semestre de 2021 tenait compte de l'incidence favorable de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans Refinitiv avant sa vente à LSEG le 29 janvier 2021.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
Charge d'intérêts, montant net	49	49	-	97	100	(3) %

Le montant net de la charge d'intérêts n'a pas changé au deuxième trimestre de 2022. La diminution du montant net de la charge d'intérêts pour le premier semestre de 2022 est principalement attribuable à la baisse de la charge d'intérêts liée aux passifs d'impôt et du montant net des obligations au titre des régimes de retraite. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme portent intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Autres (produits) charges financiers

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
Autres (produits) charges financiers	(320)	(2)	(414)	4

Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2022, les autres produits financiers comprenaient essentiellement des profits de 242 M\$ et de 320 M\$, respectivement, sur les contrats de change visant une partie de notre participation indirecte dans LSEG, libellée en livres sterling. Les deux périodes de 2022 reflètent aussi le montant net des profits de change sur les ententes de financement intragroupe. Les autres (produits) charges financiers des périodes correspondantes de l'exercice précédent comprenaient le montant net des profits ou des pertes de change sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
YPL (anciennement Refinitiv Holdings Limited)	(822)	1 090	(23)	7 385
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(3)	2	(4)	4
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(825)	1 092	(27)	7 389

Notre participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle nous exerçons une influence notable. La participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG, qui est libellée en livres sterling.

Pour le deuxième trimestre de 2022, notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence inclut une baisse de 884 M\$ de la valeur de notre participation dans LSEG, dont une tranche de 319 M\$ se rapporte au repli du cours de l'action de LSEG et une tranche de 565 M\$, à des pertes de change. Pour le premier semestre de 2022, notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence rend compte d'une baisse de 85 M\$ de la valeur de notre participation dans LSEG, résultat d'une augmentation de 689 M\$ attribuable à l'accroissement du cours de l'action de LSEG largement contrebalancée par des pertes de change de 774 M\$. Des dividendes de 62 M\$ tirés de notre participation dans LSEG ont été comptabilisés pour les deux périodes.

Pour le deuxième trimestre de 2021, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait essentiellement la hausse de 1 039 M\$ de la valeur de notre participation dans LSEG. Pour le premier semestre de 2021, elle reflétait un profit de 8 075 M\$ à la vente à LSEG de notre participation de 45 % dans Refinitiv, contrebalancé en partie par la perte de valeur de 573 M\$ de notre participation dans LSEG à la suite de la vente et des pertes après impôt de 168 M\$ liées aux activités de Refinitiv avant la vente. Des dividendes de 51 M\$ tirés de notre participation dans LSEG ont été comptabilisés pour les deux périodes.

En date du 31 juillet 2022, nous détenions indirectement environ 72,4 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 7,1 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG à cette date.

(Produit) charge d'impôt

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
(Produit) charge d'impôt	(92)	289	148	1 883

Pour le premier semestre de 2022, la charge d'impôt a diminué puisque les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient la charge fiscale associée au profit à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv. En outre, la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif (du produit) de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité (du produit) de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre (produit) charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris (le produit) la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
(Produit) charge d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	-	(12)	(10)	(11)
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	(1)	-	(35)	-
Total partiel	(1)	(12)	(45)	(11)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(7)	(7)	(11)	(14)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(209)	262	(17)	1 800
Autres produits (charges) financiers	59	-	78	-
Autres éléments	2	-	1	4
Total partiel	(155)	255	51	1 790
Total	(156)	243	6	1 779

1) Le montant du premier semestre de 2022 se compose essentiellement des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs. Les montants des périodes de 2021 tiennent compte des variations des actifs d'impôt différé par suite des modifications des taux d'impôt applicables à l'étranger.

2) Le montant du premier semestre de 2022 se compose de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une augmentation de l'assiette fiscale attribuable à une filiale non américaine et des ajustements requis pour une entreprise qui a été classée comme étant détenue en vue de la vente.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
(Produit) charge d'impôt				
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	(92)	289	148	1 883
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(2)	3	(3)	2
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	62	49	139	106

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Nous nous attendons à ce qu'au quatrième trimestre de 2022, de nouvelles lois fiscales soient adoptées au Canada, lesquelles réduiront notre capacité à déduire la charge d'intérêts de notre résultat au Canada. Nous comptons donc accroître notre bénéfice imposable au Canada, afin d'y appliquer des pertes fiscales reportées en avant. Une fois la nouvelle législation adoptée, nous prévoyons comptabiliser dans notre état du résultat des pertes fiscales reportées en avant non comptabilisées ainsi que les actifs d'impôt différé correspondants, dont le montant pourrait être important.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021
(Perte) liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(44)	(4)	(55)	(1)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait essentiellement de pertes découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale, attribuables aux fluctuations des taux de change et d'intérêt.

(Perte) bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
(Perte) bénéfice net	(115)	1 068	n. s.	892	6 104	n. s.
Résultat dilué par action	(0,24) \$	2,15 \$	n. s.	1,83 \$	12,28 \$	n. s.

La (perte) nette et le résultat dilué par action du deuxième trimestre de 2022 comprenaient une importante diminution de la valeur de la participation de la société dans LSEG. Le bénéfice net et le résultat dilué par action du deuxième trimestre de 2021 comprenaient une importante augmentation de la valeur de la participation de la société dans LSEG. Pour le premier semestre de 2022, le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué, car les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent rendaient compte du profit d'environ 8,1 G\$ à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv en janvier 2021.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2022	2021	Variation		2022	2021	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Résultat ajusté	291	240	22 %		613	528	16 %	
Résultat ajusté par action	0,60 \$	0,48 \$	25 %	23 %	1,26 \$	1,06 \$	19 %	17 %

Pour les deux périodes, l'augmentation du bénéfice ajusté et du montant par action connexe est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	656	626	5 %	6 %	7 %	1 309	1 247	5 %	6 %	6 %
Produits tirés des transactions	44	47	(6) %	(3) %	(1) %	89	94	(5) %	(3) %	(1) %
Produits des activités ordinaires	700	673	4 %	6 %	6 %	1 398	1 341	4 %	5 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	304	285	7 %	8 %		609	564	8 %	9 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	43,4 %	42,3 %	110 pb	80 pb		43,6 %	42,1 %	150 pb	140 pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits des activités ordinaires sont en hausse pour les deux périodes, avec une croissance interne de 6 % pour un cinquième trimestre consécutif, par suite de l'accroissement des produits récurrents (94 % du secteur Professionnels du droit au deuxième trimestre), alimenté par le secteur des services aux gouvernements, Westlaw Edge, Practical Law et FindLaw. Le secteur des services aux gouvernements a affiché une croissance de 8 % au deuxième trimestre et de 9 % au premier semestre. Les produits tirés des transactions des deux périodes ont affiché une légère baisse de la croissance interne (6 % du secteur Professionnels du droit au deuxième trimestre).

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe se sont accrus pour les deux périodes, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé la hausse des charges, qui a été atténuée par les économies de coûts réalisées dans le cadre du programme de transformation. Les mouvements de change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté, qui s'est établie respectivement à 30 pb au deuxième trimestre et à 10 pb au premier semestre.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	322	298	8 %	9 %	9 %	638	591	8 %	9 %	9 %
Produits tirés des transactions	51	48	6 %	8 %	8 %	146	137	7 %	8 %	8 %
Produits des activités ordinaires	373	346	8 %	9 %	9 %	784	728	8 %	9 %	8 %
BAIIA ajusté sectoriel	139	128	9 %	8 %		296	273	8 %	8 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	37,4 %	37,0 %	40 pb	(20) pb		37,8 %	37,5 %	30 pb	(20) pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires des deux périodes comprend la forte augmentation des produits récurrents (86 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre), alimentée par Practical Law, la plateforme CLEAR et les activités de fiscalité indirecte, ainsi que celle des produits tirés des transactions (14 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre), alimentée par Trust, l'entreprise Confirmation et les entreprises en Amérique latine et en Asie et les marchés émergents du secteur. Nous ne nous attendons pas à ce que la croissance des produits tirés des transactions se maintienne à son niveau actuel au deuxième semestre de 2022, car certains de ces produits des activités ordinaires sont en partie saisonniers.

Le BAIIA ajusté sectoriel a progressé en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires. La marge connexe des deux périodes a progressé puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que contrebalancé l'accroissement des charges. Les mouvements de change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, qui s'est établie respectivement à 60 pb au deuxième trimestre et à 50 pb au premier semestre.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2022	2021	Variation			2022	2021	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	167	152	10 %	11 %	11 %	349	314	11 %	11 %	11 %
Produits tirés des transactions	50	47	6 %	5 %	5 %	121	112	8 %	8 %	8 %
Produits des activités ordinaires	217	199	9 %	10 %	9 %	470	426	10 %	10 %	10 %
BAIIA ajusté sectoriel	81	74	12 %	11 %		203	173	18 %	17 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	37,4 %	36,5 %	90 pb	30 pb		43,2 %	40,4 %	280 pb	240 pb	

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à l'accroissement des produits récurrents (77 % du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre), alimenté par UltraTax, les produits d'audit et les entreprises en Amérique latine du secteur. La progression des produits tirés des transactions (23 % du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre) est attribuable à Confirmation.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe des deux périodes se sont accrus, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé la hausse des charges, qui a été atténuée par les économies de coûts réalisées dans le cadre de notre programme de transformation. Les résultats du premier semestre de 2022 reflètent seulement une légère hausse des charges comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, qui s'est établie respectivement à 60 pb au deuxième trimestre et à 40 pb au premier semestre.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations dans le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des charges peuvent avoir une incidence sur les marges trimestrielles.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin						Semestres clos les 30 juin					
				Variation						Variation		
	2022	2021	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne		2022	2021	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne	
Produits récurrents	152	149	1 %	4 %	4 %		307	298	3 %	5 %	5 %	
Produits tirés des transactions	36	24	56 %	63 %	63 %		57	40	44 %	50 %	50 %	
Produits des activités ordinaires	188	173	9 %	12 %	12 %		364	338	8 %	11 %	11 %	
BAIIA ajusté sectoriel	44	35	26 %	19 %			81	63	28 %	21 %		
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	23,3 %	20,2 %	310 pb	110 pb			22,2 %	18,7 %	350 pb	180 pb		

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne sous l'effet de la croissance des activités professionnelles au sein du secteur, notamment la publicité numérique, le contenu personnalisé et Reuters Events ainsi que de l'accroissement découlant de l'entente aux termes de laquelle le secteur fournira des nouvelles et du contenu éditorial à l'entreprise Refinitiv de LSEG. Les produits liés aux activités professionnelles ont été favorisés par le fait que plus d'événements ont eu lieu au deuxième trimestre de l'exercice qu'au deuxième semestre de 2021, ce qui représente un retour au rythme d'avant la pandémie de COVID-19. L'entreprise Reuters Events a aussi bénéficié de la reprise des événements en personne, alors que les événements avaient été essentiellement virtuels au cours de l'exercice précédent. Nous nous attendons à une croissance des produits des activités ordinaires plus modeste pour Reuters News au deuxième semestre de 2022, comparativement au premier semestre de l'exercice.

Reuters News et l'entreprise Refinitiv de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 90 M\$ (84 M\$ en 2021) et de 180 M\$ (169 M\$ en 2021) au deuxième trimestre et au premier semestre de 2022, respectivement, aux termes de cette entente.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe des deux périodes se sont accrus, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé la hausse des charges, y compris celles de notre entreprise Reuters Events. La hausse des charges a été atténuée par les économies de coûts liées à notre programme de transformation. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, qui s'est établie respectivement à 200 pb pour le deuxième trimestre et à 170 pb pour le premier semestre.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin						Semestres clos les 30 juin					
				Variation						Variation		
	2022	2021	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne		2022	2021	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne	
Produits des activités ordinaires	142	147	(3) %	(1) %	(1) %		284	290	(2) %	(1) %	(1) %	
BAIIA ajusté sectoriel	50	56	(9) %	(8) %			103	113	(9) %	(8) %		
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	35,4 %	37,9 %	(250) pb	(250) pb			36,2 %	38,9 %	(270) pb	(270) pb		

Les produits des activités ordinaires des deux périodes ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, soit un meilleur résultat que la baisse à laquelle nous nous attendions en raison de la hausse des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers et du calendrier des nouvelles ventes. Nous prévoyons une normalisation de la baisse des produits des activités ordinaires se situant dans le milieu de la fourchette de 0 % à 10 % pour le reste de l'exercice 2022.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe des deux périodes ont diminué en raison du recul des produits des activités ordinaires et de l'effet dilutif des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la variation du BAIIA ajusté sectoriel des deux périodes d'un exercice à l'autre.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Charges liées au siège social	57	76	131	126

Les charges liées au siège social ont diminué au deuxième trimestre de 2022, en raison surtout de la diminution des coûts liés au programme de transformation. Les charges liées au siège social ont augmenté au premier semestre en raison des coûts supérieurs engagés dans le cadre du programme de transformation. Les charges liées au programme de transformation se sont élevées à 30 M\$ (41 M\$ en 2021) et à 64 M\$ (52 M\$ en 2021) pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, respectivement.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Au 30 juin 2022, nos fonds en caisse s'élevaient à 0,5 G\$ et nous n'avions pas de titres de créance qui arrivent à échéance avant 2023. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de résister à la volatilité économique causée par la pandémie de COVID-19 depuis mars 2020, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, nos activités dans la région ne sont pas importantes pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donnés comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires. En juin 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires (se reporter à la rubrique « Rachat d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » plus loin). Pour l'avenir, nous prévoyons que le produit de la vente des actions de LSEG, une fois expirées les dispositions contractuelles de blocage applicables, nous donnera de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à environ 1,7 pour 1 au 30 juin 2022, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,6 pour 1 au 30 juin 2022, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2022	2021	Variation (en \$)	2022	2021	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	433	462	(29)	708	842	(134)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(254)	(489)	235	(433)	340	(773)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(368)	(216)	(152)	(588)	(627)	39
Écarts de conversion	(4)	1	(5)	(4)	-	(4)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(193)	(242)	49	(317)	555	(872)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	654	2 584	(1 930)	778	1 787	(1 009)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	461	2 342	(1 881)	461	2 342	(1 881)
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	342	379	(37)	428	618	(190)

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et de la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué pour les deux périodes, la hausse des paiements associés au programme de transformation et des paiements d'impôt ayant largement contrebalancé l'augmentation de la trésorerie liée à la hausse du bénéfice d'exploitation. Au premier semestre, la diminution s'explique aussi par l'augmentation des primes annuelles de rémunération incitative versées.

Activités d'investissement. En 2022, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tiennent compte de dépenses d'investissement de 137 M\$ pour le deuxième trimestre et de 308 M\$ pour le premier semestre. Pour les deux périodes, elles comprennent aussi des dépenses d'acquisition de 163 M\$ et de 171 M\$, respectivement, lesquelles se rapportent essentiellement à l'acquisition, en avril 2022, de ThoughtTrace, une entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour la lecture, le classement et la gestion des flux de documents. Ces sorties de trésorerie ont été en partie contrebalancées par un dividende de 62 M\$ tiré de notre participation dans LSEG.

Au deuxième trimestre de 2021, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de l'impôt de 438 M\$ payé sur la vente de Refinitiv à LSEG et sur la vente ultérieure des actions de LSEG, ainsi que de dépenses d'investissement de 113 M\$. Ces sorties de trésorerie ont été en partie contrebalancées par un dividende de 51 M\$ tiré de notre participation dans LSEG. Au premier semestre de 2021, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement reflétaient un dividende de 1 045 M\$ versé par YPL, qui comprenait une tranche de 994 M\$ en lien avec la vente des actions de LSEG et une tranche de 51 M\$ tirée de notre participation dans LSEG. Ce dividende a été en partie contrebalancé par les paiements d'impôt connexes et par l'impôt payé sur la vente de Refinitiv. Les dépenses d'investissement se sont élevées à 233 M\$.

Activités de financement. En 2022, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement comprennent les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires de respectivement 210 M\$ et 419 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre. Pour les deux périodes de 2022, elles tiennent compte également de rachats d'actions de 194 M\$. En 2021, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement comprenaient des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires de respectivement 194 M\$ et 388 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre. Au premier semestre de 2021, elles reflétaient également des rachats d'actions de 200 M\$. Se reporter aux paragraphes « Dividendes » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 30 juin 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient inférieurs à ceux du début de l'exercice, car les acquisitions, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires ont plus que contrebalancé les entrées nettes liées aux activités d'exploitation. Le solde au 30 juin 2021 comprenait un dividende en trésorerie de 994 M\$ de YPL à la suite de la vente de 10,1 millions d'actions de LSEG.

Flux de trésorerie disponibles. La diminution des flux de trésorerie disponibles pour les deux périodes s'explique par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et la hausse des dépenses d'investissement associées principalement au programme de transformation.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ nous fournit un financement efficace et flexible à court terme. Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 50 M\$ au deuxième trimestre de 2022, la totalité de ce papier commercial étant toujours en circulation au 30 juin 2022.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Au 30 juin 2022, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximum de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's ou S&P abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui régleme le taux LIBOR, a supprimé la majeure partie de ce taux de référence à l'échelle mondiale à la fin de 2021. Nous n'avons pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence, à l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de notre facilité de crédit externe, pour laquelle des taux de référence fondés sur le LIBOR adéquats demeurent en vigueur jusqu'en juin 2023.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2022, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,6 pour 1.

- **Dette à long terme.** Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre de créance au cours du semestre clos le 30 juin 2022. En juin 2022, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 29 juillet 2024. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Positive	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons vous assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2022, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,16 \$ par action, du taux de dividende annuel, qui a été porté à 1,78 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2022). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2022	2021	2022	2021
Dividendes déclarés par action	0,445 \$	0,405 \$	0,890 \$	0,810 \$
Dividendes déclarés	217	200	433	400
Dividendes réinvestis	(7)	(6)	(14)	(12)
Dividendes versés	210	194	419	388

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous rachetons occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie de gestion du capital. En juin 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires. Nos rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de notre offre de rachat en vigueur, nous pouvons racheter jusqu'à 24 millions d'actions ordinaires entre le 13 juin 2022 et le 12 juin 2023 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada.

Les rachats d'actions se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	194	-	194	200
Nombre d'actions rachetées (en millions)	1,9	-	1,9	2,5
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	99,71 \$	-	99,71 \$	81,45 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. Si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons à l'occasion établir un régime automatique d'achat d'actions avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 21,8 G\$ au 30 juin 2022, comparativement à 22,1 G\$ au 31 décembre 2021. La diminution rend compte de la baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 30 juin 2022, nos passifs courants excédaient nos actifs courants puisque les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous inscrivons généralement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

(en millions de dollars américains)	30 juin	31 décembre
	2022	2021
Dette courante	50	-
Dette à long terme	3 766	3 786
Total de la dette	3 816	3 786
Swaps	(78)	(99)
Total de la dette après déduction des swaps	3 738	3 687
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	(8)	(10)
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	3 730	3 677
Déduire : coûts de transactions, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	31	33
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	252	261
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(461)	(778)
Dette nette³⁾	3 552	3 193
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté³⁾	2 071	1 970
Dette nette/BAIIA ajusté³⁾	1,7:1	1,6:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 75 M\$ et à 70 M\$ au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

3) Correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures non conformes aux IFRS et des rapprochements de la mesure conforme aux IFRS la plus comparable.

Au 30 juin 2022, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 3,7 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2022, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ huit ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. L'augmentation de notre dette nette est essentiellement attribuable à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Éventualités » du présent rapport de gestion pour obtenir de l'information sur les garanties et autres types de soutien au crédit fournis par la société à 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates ») en lien avec une facilité d'emprunt que 3XSQ Associates a obtenue au deuxième trimestre de 2022. Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2021. Au cours du semestre clos le 30 juin 2022, il ne s'est produit aucun autre changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Avant 2022, nous avons payé des impôts de 379 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni et la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés. En février 2022, la HMRC a émis des avis d'imposition dont le montant totalise 74 M\$, que nous avons payé en mars 2022. Ces avis, collectivement, se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. En mai 2022, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, la HMRC a émis d'autres avis d'imposition se rapportant à l'année d'imposition 2016 d'un montant totalisant 9 M\$, que nous avons payé.

La HMRC dispose toujours de l'autorité statutaire de modifier les avis d'imposition pour les années d'imposition 2017 et 2018 en émettant des avis aux termes du régime d'impôt sur les profits détournés pour chaque année. Compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit que cette dernière pourrait émettre au cours des 12 prochains mois des avis d'imposition supplémentaires pour ces années d'imposition, lesquels viseraient presque exclusivement des entreprises que nous avons vendues et qui font l'objet d'ententes d'indemnisation. Si cela se produit, nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, peu après avoir reçu les avis, qui pourraient s'élever au total à 350 M\$ et qui se rapporteraient en grande partie à l'année d'imposition 2018.

Comme nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous continuerons de contester ces avis d'imposition (y compris tout avis modifié par la HMRC) au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition et nous défendrons vigoureusement notre position. Les paiements effectués ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été ou nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Comme nous estimons que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés et des paiements éventuels futurs en vertu de ces avis d'imposition, nous prévoyons continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes (décrites plus haut dans la présente rubrique) seront suffisantes pour financer tout paiement additionnel requis advenant que la HMRC émette d'autres avis.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacun une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants de capital sur les emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et individuelle visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur découlant d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et individuelles, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2021, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignement supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

En août 2022, nous avons révisé à la hausse nos perspectives de croissance des produits des activités ordinaires pour la société dans son ensemble et les 3 grands secteurs pour l'exercice 2022 complet pour rendre compte de notre confiance croissante dans le rendement de notre entreprise. Nous avons réitéré toutes les autres mesures de nos perspectives sur deux ans, y compris notre marge du BAIIA ajusté, alors que nous continuons d'investir dans nos activités et d'absorber les pressions inflationnistes accrues.

Le programme de transformation devrait pour l'essentiel être achevé d'ici la fin de 2022 et nécessiter un investissement de 600 M\$. Nous avons investi 295 M\$ en 2021 et nous prévoyons investir environ 305 M\$ en 2022. Nous prévoyons passer en charges environ 60 % des investissements et inscrire à l'actif environ 40 % des investissements, lesquels seront amortis au cours des périodes ultérieures. D'ici 2023, nous estimons que cette initiative nous aura procuré les avantages financiers suivants :

- Croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5,5 % à 6,0 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- Marge du BAIIA ajusté se situant entre 39 % et 40 %;
- Flux de trésorerie disponibles se chiffrant entre 1,9 G\$ et 2,0 G\$;
- Économie de charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires s'établissant entre 6,0 % et 6,5 %.

Nos perspectives tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation, présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2021 et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités.

Nos perspectives commerciales pour l'exercice 2022 ont été initialement communiquées en février 2022. En mai et en août 2022, nous avons révisé nos perspectives pour l'exercice 2022 quant à la croissance des produits des activités ordinaires, en maintenant inchangées toutes les autres mesures comprises. Le tableau qui suit résume les changements apportés en 2022 à nos perspectives pour l'exercice 2022 quant à la croissance des produits des activités ordinaires.

Perspectives de croissance des produits des activités ordinaires de Thomson Reuters pour 2022			
Résultats globaux pour Thomson Reuters	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Croissance des produits des activités ordinaires	Environ 5,0 %	Environ 5,5 %	Environ 6,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	<i>Environ 5,0 %</i>	<i>Environ 5,5 %</i>	<i>Environ 6,0 %</i>
3 grands secteurs ¹⁾	Février 2022	Mai 2022	Août 2022
Croissance des produits des activités ordinaires	6,0 % - 6,5 %	Environ 6,5 %	Environ 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>6,0 % - 6,5 %</i>	<i>Environ 6,5 %</i>	<i>Environ 7,0 %</i>

Nos perspectives sur deux ans (mises à jour en août 2022) ainsi que les résultats pour l'exercice 2021 complet sont présentés dans le tableau qui suit, qui comprend des mesures financières non conformes aux IFRS.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	6,1 %	Environ 6,0 %	5,5 % - 6,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	5,2 %	Environ 6,0 %	5,5 % - 6,0 %
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	31,0 %	Environ 35 %	39 % - 40 %
Charges liées au siège social	325 M\$	Entre 280 M\$ et 330 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges de base liées au siège social	142 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	183 M\$	Entre 160 M\$ et 200 M\$	0 \$
Flux de trésorerie disponibles¹⁾	1,3 G\$	Environ 1,3 G\$	Entre 1,9 G\$ et 2,0 G\$
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾	8,5 %	7,5 % - 8,0 %	6,0 % - 6,5 %
Dépenses d'investissement à payer liées au programme de transformation	112 M\$	Entre 100 M\$ et 140 M\$	0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	651 M\$	Entre 620 M\$ et 645 M\$	Entre 580 M\$ et 605 M\$
Charge d'intérêts	196 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté¹⁾	13,9 %	19 % - 21 %	s. o.

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	6,9 %	Environ 7,0 %	6,5 % - 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	6,2 %	Environ 7,0 %	6,5 % - 7,0 %
Marge du BAIIA ajusté	38,8 %	Environ 42 %	44 % - 45 %

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Nous prévoyons que la croissance des produits des activités ordinaires au troisième trimestre de 2022 sera inférieure d'environ 50 pb à 100 pb à la cible visée dans nos perspectives pour l'exercice 2022, et que la croissance des produits des activités ordinaires du quatrième trimestre de 2022 sera supérieure à celle du troisième trimestre de 2022. Nous nous attendons à un taux de croissance des produits récurrents de 7 % pour l'exercice 2022.

Nous prévoyons que la marge du BAIIA ajusté du troisième trimestre de 2022 sera d'environ 300 pb inférieure à la marge du BAIIA ajusté du deuxième trimestre de 2022, et que la marge du BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2022 sera la plus élevée de l'exercice.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture économique mondiale s'améliorera tout au long de 2022 et jusqu'en 2023, malgré des périodes de volatilité causées par les perturbations liées au conflit entre la Russie et l'Ukraine et à la pandémie de COVID-19. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- L'incertitude entourant l'économie mondiale causée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine et les sanctions gouvernementales connexes, la pandémie de COVID-19 actuelle, la réforme de la réglementation ainsi que les bouleversements politiques connexes et d'autres événements pourraient exacerber l'inflation mondiale, les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et les facteurs macroéconomiques. Ces facteurs pourraient se traduire par des occasions d'affaires limitées pour nos clients, ce qui exercerait des pressions importantes sur les coûts pour certains d'entre eux et pourrait éventuellement les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient, ce qui pourrait entraîner une contraction de la demande à l'égard de nos produits et services. - Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être plus restrictives advenant de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 160 M\$ à 200 M\$ en 2022. - Les investissements dans le programme de transformation donneront lieu à une hausse de la marge du BAIIA ajusté en faisant augmenter les produits des activités ordinaires et les efficacies d'ici 2023.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût de mise en œuvre de notre programme de transformation pourrait dépasser les prévisions actuelles, ou les avantages attendus d'ici 2023 pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient représenter entre 7,5 % et 8,0 % des produits des activités ordinaires pour 2022 et entre 6,0 % et 6,5 % des produits des activités ordinaires pour 2023.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2021. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il n'y aura aucun profit significatif qui pourrait empêcher l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 620 M\$ à 645 M\$ pour 2022. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$ pour 2022.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe et aux contrats de change. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 3 août 2022, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 67 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec 3XSQ Associates

Notre participation dans 3XSQ Associates est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours du semestre clos le 30 juin 2022, nous avons fait un apport de 10 M\$ en trésorerie en vertu d'appels de fonds, et versé un apport en nature de 15 M\$ représentant la juste valeur des garanties fournies dans le cadre de la facilité d'emprunt de 415 M\$ obtenue par 3XSQ Associates (se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Éventualités » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet). Nous avons également payé un loyer d'environ 4 M\$ à 3XSQ Associates pour des locaux de bureau dans l'immeuble.

Transactions avec YPL

En juin 2022, nous avons reçu un dividende de 62 M\$ de YPL, qui reflète notre quote-part du dividende tiré de notre participation dans LSEG (se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet).

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2022. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2021 figurant dans notre rapport annuel 2021, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2021 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

En juillet 2022, nous avons racheté pour environ 200 M\$ de nos actions ordinaires aux termes de notre offre de rachat.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2021, lequel figure dans notre rapport annuel 2021. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2021, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2021, lequel figure dans notre rapport annuel 2021. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2021, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons d'exercer nos activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique marqué par l'incertitude. L'inflation a augmenté, le marché du travail demeure tendu et l'économie mondiale est fortement perturbée en raison de l'invasion militaire russe en Ukraine, des répercussions continues de la COVID-19 et des difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement qui en découlent. Les banques centrales au Canada, aux États-Unis et sur plusieurs autres marchés ont commencé à hausser les taux d'intérêt afin de freiner l'inflation, ce qui a des conséquences sur l'activité économique sur certains marchés. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Retraitement des résultats sectoriels

Au premier trimestre de 2022, nous avons apporté deux changements à l'information sectorielle présentée pour tenir compte de la façon dont nous gérons nos activités. Les changements visent à : i) rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires du secteur Grandes sociétés vers le secteur Fiscalité et comptabilité, auquel ils correspondent davantage; et ii) comptabiliser les produits des activités ordinaires intragroupe dans les résultats de Reuters News pour les services liés au contenu offerts aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Auparavant, ces services étaient comptabilisés en tant que virement de charges de Reuters News vers ces entreprises. Ces changements influent sur les résultats financiers de nos secteurs, mais n'ont pas d'incidence sur nos résultats financiers consolidés. Le tableau ci-après résume ces changements pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2021 :

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 30 juin 2021			Semestre clos le 30 juin 2021		
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	673	-	673	1 341	-	1 341
Grandes sociétés	348	(2)	346	732	(4)	728
Fiscalité et comptabilité	197	2	199	422	4	426
3 grands secteurs pris collectivement	1 218	-	1 218	2 495	-	2 495
Reuters News	168	5	173	328	10	338
Publications mondiales	147	-	147	290	-	290
Éliminations/arrondissement	(1)	(5)	(6)	(1)	(10)	(11)
Produits des activités ordinaires	1 532	-	1 532	3 112	-	3 112
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	285	-	285	564	-	564
Grandes sociétés	130	(2)	128	276	(3)	273
Fiscalité et comptabilité	72	2	74	170	3	173
3 grands secteurs pris collectivement	487	-	487	1 010	-	1 010
Reuters News	35	-	35	63	-	63
Publications mondiales	56	-	56	113	-	113
Charges liées au siège social	(76)	-	(76)	(126)	-	(126)
BAIIA ajusté	502	-	502	1 060	-	1 060

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au deuxième trimestre de 2022 qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 3 août 2022, 483 381 778 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 2 276 108 options sur actions et un total de 2 366 460 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2021 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales trimestrielles et sur deux ans, les attentes concernant le programme de transformation, les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, les énoncés concernant la croissance future attendue de nos secteurs ou activités axés sur le client, les attentes de la société en ce qui a trait à l'évolution de la législation fiscale canadienne, les attentes de la société concernant les rachats d'actions et les attentes concernant la réception d'avis supplémentaires de la HMRC en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés et leur montant. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, au cours du dernier trimestre, l'économie mondiale a connu des perturbations importantes engendrées par les inquiétudes concernant les répercussions économiques liées au contexte macroéconomique et aux risques géopolitiques continus. Une détérioration de l'économie mondiale ou du contexte commercial pourrait nuire à la capacité de la société de réaliser ses perspectives et se répercuter sur ses résultats et autres attentes.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2021 et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou qu'elle leur fournit. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales sur deux ans de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir (y compris ceux qui se rapportent au conflit entre la Russie et l'Ukraine et à la pandémie de COVID-19), de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même que pour la planification interne, nos programmes de rémunération incitative de la direction et l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le 31 décembre 2021, nous avons modifié le mode de présentation des dépenses d'investissement utilisées dans certaines de nos mesures financières non conformes aux IFRS. Par le passé, nous utilisions les dépenses d'investissement payées à partir de notre tableau consolidé des flux de trésorerie évaluées conformément aux IFRS. Cependant, puisque nous gérons les dépenses d'investissement selon la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les dépenses d'investissement qui n'ont pas été réglées à la date de clôture sont prises en compte, nous croyons qu'il est plus approprié d'avoir recours aux dépenses d'investissement à payer dans ces mesures. Cette modification donne lieu à une nouvelle mesure financière non conforme aux IFRS, soit les « dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ». Nous avons retraité les montants du deuxième trimestre de 2021 dans le rapport de gestion.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies
La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires.		
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies
La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.		
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	Représente la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Résultat ajusté et résultat ajusté par action	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	(Perte) bénéfice net et résultat dilué par action
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires.	Procure une base permettant l'analyse des taux d'impôt effectifs associés au résultat ajusté.	Produit (charge) d'impôt
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les postes ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité. Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction des taux effectifs estimés pour l'exercice dans son ensemble. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.		

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dettes nette : Dettes totale (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dettes nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se clôturant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, produit des cessions d'immobilisations corporelles et autres activités d'investissement, diminués des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes »	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation		
Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.		

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne » Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.		
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	Les 3 grands secteurs engendrent environ 80 % des produits des activités ordinaires et représentent l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires (Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2022 et 2021 et l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Rapprochement (de la perte) du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022	2021	2022	2021	2021
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(71)	1 072	947	6 105	5 687
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
(Produit) charge d'impôt	(92)	289	148	1 883	1 607
Autres produits (charges) financiers	(320)	(2)	(414)	4	(8)
Charge d'intérêts, montant net	49	49	97	100	196
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	30	51	61	119
Dotation aux amortissements des logiciels	121	122	235	237	474
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	38	42	76	88	177
BAIIA	(250)	1 602	1 140	8 478	8 252
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	825	(1 092)	27	(7 389)	(6 240)
Autres profits d'exploitation, montant net	(2)	(14)	(1)	(31)	(34)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(12)	6	(5)	2	(8)
BAIIA ajusté	561	502	1 161	1 060	1 970
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(141)	(128)	(263)	(234)	(541)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	420	374	898	826	1 429
Marge du BAIIA ajusté	34,7 %	32,7 %	35,3 %	34,1 %	31,0 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	26,0 %	24,4 %	27,3 %	26,5 %	22,5 %

1) Les ajustements de juste valeur, composante des charges d'exploitation, représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021	2021
Dépenses d'investissement	137	113	308	233	487
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	4	15	(45)	1	54
Dépenses d'investissement à payer	141	128	263	234	541
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	8,5 %

Rapprochement (de la perte) du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2022	2021	2022	2021	2021
(Perte) bénéfice net	(115)	1 068	892	6 104	5 689
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(12)	6	(5)	2	(8)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	30	51	61	119
Autres profits d'exploitation, montant net	(2)	(14)	(1)	(31)	(34)
Autres (produits financiers) charges financières	(320)	(2)	(414)	4	(8)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	825	(1 092)	27	(7 389)	(6 240)
Impôt sur les éléments ci-dessus ²⁾	(155)	255	51	1 790	1 475
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ²⁾	(1)	(12)	(45)	(11)	(24)
Perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	44	4	55	1	(2)
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire²⁾	2	(3)	3	(2)	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	(1)	(1)	(2)
Résultat ajusté	291	240	613	528	965
Résultat ajusté par action	0,60 \$	0,48 \$	1,26 \$	1,06 \$	s. o.
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)³⁾	487,9	497,3	487,7	497,1	s. o.

Le taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté est calculé comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2021
Résultat ajusté	965
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	2
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	156
Résultat ajusté avant impôt	1 123
Charge d'impôt conforme aux IFRS	1 607
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	26
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1 497)
Autres profits d'exploitation, montant net	(9)
Autres éléments	5
Total partiel – Éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	(1 475)
Déduire : Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	24
Total : Déduire tous les éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	(1 451)
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	156
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	13,9 %

- 1) Les ajustements de juste valeur, composante des charges d'exploitation, représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.
- 2) Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2022 et 2021, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – (Produit) charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.
- 3) Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, se reporter à la rubrique « Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action » dans la présente annexe.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2022	2021	2022	2021	2021
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	433	462	708	842	1 773
Dépenses d'investissement	(137)	(113)	(308)	(233)	(487)
Autres activités d'investissement	62	52	62	53	81
Paievements au titre du capital des contrats de location	(16)	(22)	(33)	(43)	(109)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	-	-	(1)	(1)	(2)
Flux de trésorerie disponibles	342	379	428	618	1 256

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

	Trimestres clos les 30 juin						
				Variation			
(en millions de dollars américains)	2022	2021	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	700	673	4 %	(2) %	6 %	(1) %	6 %
Grandes sociétés	373	346	8 %	(1) %	9 %	-	9 %
Fiscalité et comptabilité	217	199	9 %	-	10 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 290	1 218	6 %	(1) %	7 %	-	7 %
Reuters News	188	173	9 %	(4) %	12 %	-	12 %
Publications mondiales	142	147	(3) %	(2) %	(1) %	-	(1) %
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)					
Total des produits des activités ordinaires	1 614	1 532	5 %	(2) %	7 %	-	7 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	656	626	5 %	(1) %	6 %	-	7 %
Grandes sociétés	322	298	8 %	(1) %	9 %	-	9 %
Fiscalité et comptabilité	167	152	10 %	(1) %	11 %	-	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 145	1 076	6 %	(1) %	8 %	-	8 %
Reuters News	152	149	1 %	(3) %	4 %	-	4 %
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)					
Total des produits récurrents	1 291	1 219	6 %	(2) %	7 %	-	7 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	44	47	(6) %	(3) %	(3) %	(3) %	(1) %
Grandes sociétés	51	48	6 %	(2) %	8 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	50	47	6 %	-	5 %	-	5 %
3 grands secteurs pris collectivement	145	142	2 %	(2) %	3 %	(1) %	4 %
Reuters News	36	24	56 %	(8) %	63 %	-	63 %
Total des produits tirés des transactions	181	166	9 %	(2) %	12 %	(1) %	13 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	Variation						Croissance interne
	2022	2021	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 398	1 341	4 %	(1) %	5 %	-	6 %
Grandes sociétés	784	728	8 %	(1) %	9 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	470	426	10 %	-	10 %	-	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 652	2 495	6 %	(1) %	7 %	-	7 %
Reuters News	364	338	8 %	(3) %	11 %	-	11 %
Publications mondiales	284	290	(2) %	(1) %	(1) %	-	(1) %
Éliminations/arrondissement	(12)	(11)				-	
Total des produits des activités ordinaires	3 288	3 112	6 %	(1) %	7 %	-	7 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 309	1 247	5 %	(1) %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	638	591	8 %	(1) %	9 %	-	9 %
Fiscalité et comptabilité	349	314	11 %	-	11 %	-	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 296	2 152	7 %	(1) %	8 %	-	8 %
Reuters News	307	298	3 %	(2) %	5 %	-	5 %
Éliminations/arrondissement	(12)	(11)				-	
Total des produits récurrents	2 591	2 439	6 %	(1) %	7 %	-	7 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	89	94	(5) %	(2) %	(3) %	(2) %	(1) %
Grandes sociétés	146	137	7 %	(1) %	8 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	121	112	8 %	-	8 %	-	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	356	343	4 %	(1) %	5 %	(1) %	5 %
Reuters News	57	40	44 %	(7) %	50 %	-	50 %
Total des produits tirés des transactions	413	383	8 %	(1) %	9 %	(1) %	10 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	Variation						Croissance interne
	2021 ²⁾	2020 ²⁾	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 712	2 535	7 %	1 %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	1 440	1 361	6 %	1 %	5 %	-	5 %
Fiscalité et comptabilité	915	842	9 %	-	9 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 067	4 738	7 %	1 %	6 %	-	6 %
Reuters News	694	645	8 %	1 %	7 %	-	7 %
Publications mondiales	609	620	(2) %	1 %	(3) %	-	(3) %
Éliminations/arrondissement	(22)	(19)				-	
Total des produits des activités ordinaires	6 348	5 984	6 %	1 %	5 %	-	5 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

2) Chiffres retraités pour tenir compte des changements apportés à l'information sectorielle au premier trimestre de 2022.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin				
	2022	2021	Total	Variation	
				Effet du change	Devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	304	285	7 %	(1) %	8 %
Grandes sociétés	139	128	9 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	81	74	12 %	1 %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	524	487	8 %	-	8 %
Reuters News	44	35	26 %	7 %	19 %
Publications mondiales	50	56	(9) %	(1) %	(8) %
Charges liées au siège social	(57)	(76)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	561	502	12 %	1 %	11 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	43,4 %	42,3 %	110 pb	30 pb	80 pb
Grandes sociétés	37,4 %	37,0 %	40 pb	60 pb	(20) pb
Fiscalité et comptabilité	37,4 %	36,5 %	90 pb	60 pb	30 pb
3 grands secteurs pris collectivement	40,7 %	39,9 %	80 pb	40 pb	40 pb
Reuters News	23,3 %	20,2 %	310 pb	200 pb	110 pb
Publications mondiales	35,4 %	37,9 %	(250) pb	-	(250) pb
Marge du BAIIA ajusté	34,7 %	32,7 %	200 pb	90 pb	110 pb
Charges d'exploitation	1 041	1 036	1 %	(4) %	5 %
Résultat ajusté par action	0,60 \$	0,48 \$	25 %	2 %	23 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Semestres clos les 30 juin				
	2022	2021	Variation		
			Total	Effet du change	Devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	609	564	8 %	(1) %	9 %
Grandes sociétés	296	273	8 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	203	173	18 %	1 %	17 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 108	1 010	10 %	-	10 %
Reuters News	81	63	28 %	7 %	21 %
Publications mondiales	103	113	(9) %	(1) %	(8) %
Charges liées au siège social	(131)	(126)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	1 161	1 060	10 %	1 %	9 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	43,6 %	42,1 %	150 pb	10 pb	140 pb
Grandes sociétés	37,8 %	37,5 %	30 pb	50 pb	(20) pb
Fiscalité et comptabilité	43,2 %	40,4 %	280 pb	40 pb	240 pb
3 grands secteurs pris collectivement	41,8 %	40,5 %	130 pb	20 pb	110 pb
Reuters News	22,2 %	18,7 %	350 pb	170 pb	180 pb
Publications mondiales	36,2 %	38,9 %	(270) pb	-	(270) pb
Marge du BAIIA ajusté	35,3 %	34,1 %	120 pb	50 pb	70 pb
Charges d'exploitation	2 122	2 054	3 %	(3) %	6 %
Résultat ajusté par action	1,26 \$	1,06 \$	19 %	2 %	17 %

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercice clos le
	31 décembre
	2021 ²⁾
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 091
Grandes sociétés	496
Fiscalité et comptabilité	379
3 grands secteurs pris collectivement	1 966
Reuters News	103
Publications mondiales	226
Charges liées au siège social	(325)
BAIIA ajusté	1 970
Marge du BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	40,2 %
Grandes sociétés	34,4 %
Fiscalité et comptabilité	41,3 %
3 grands secteurs pris collectivement	38,8 %
Reuters News	14,8 %
Publications mondiales	37,1 %
Marge du BAIIA ajusté	31,0 %

- 1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.
- 2) Chiffres retraités pour tenir compte des changements apportés à l'information sectorielle au premier trimestre de 2022.

Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action

Nos activités poursuivies ayant enregistré une perte nette aux termes des IFRS pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est identique pour tous les calculs du résultat par action de la période, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet antidilutif. Le résultat ajusté, qui est une mesure non conforme aux IFRS, correspondant à un bénéfice, les actions ordinaires potentielles sont prises en compte, puisqu'elles viennent diminuer le résultat ajusté par action et ont donc un effet dilutif.

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'information sur les actions ordinaires selon les IFRS et hors IFRS :

	Trimestre clos le 30 juin
(nombre moyen pondéré d'actions ordinaires)	2022
Montant de base et dilué, selon les IFRS	487 171 400
Incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions	772 342
Montant dilué, hors IFRS	487 943 742

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021	30 sept. 2021	30 juin 2021	31 mars 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2020
Produits des activités ordinaires	1 614	1 674	1 710	1 526	1 532	1 580	1 616	1 443
Bénéfice d'exploitation	391	414	257	282	316	387	956	318
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(71)	1 018	(177)	(241)	1 072	5 033	587	240
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(44)	(11)	2	1	(4)	3	(25)	1
(Perte) bénéfice net	(115)	1 007	(175)	(240)	1 068	5 036	562	241
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(115)	1 007	(175)	(240)	1 068	5 036	562	241
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,16 \$	10,15 \$	1,18 \$	0,48 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,09)	(0,02)	-	-	(0,01)	-	(0,05)	-
	(0,24) \$	2,07 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,15 \$	10,15 \$	1,13 \$	0,48 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,16 \$	10,13 \$	1,18 \$	0,48 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,09)	(0,03)	-	-	(0,01)	-	(0,05)	-
	(0,24) \$	2,06 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,15 \$	10,13 \$	1,13 \$	0,48 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. La pandémie de COVID-19 a bouleversé les tendances traditionnelles en ce qui a trait à certains de nos produits des activités ordinaires. Plus précisément, les produits du secteur Fiscalité et comptabilité au premier trimestre de 2022 et au deuxième trimestre de 2021 ont bénéficié du moment du dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis d'un exercice à l'autre. En 2021, les produits du secteur Publications mondiales ont profité du retour au travail d'un plus grand nombre de professionnels. À l'inverse, les produits des activités ordinaires de 2020 ont subi le contrecoup des retards dans l'expédition de documents imprimés et du déplacement des produits liés à la soumission des déclarations fiscales en raison du report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires au cours de la période de huit trimestres. Les acquisitions et cessions d'entreprises n'ont pas influé sur nos produits des activités ordinaires de façon significative au cours de la période de huit trimestres.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons généralement plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes généralement moins rentables. Aux premier et deuxième trimestres de 2022 et tout au long de 2021, le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation a été favorisé par nos initiatives de réduction des coûts liés à la COVID-19 au troisième trimestre de 2020. Au quatrième trimestre de 2020, le bénéfice d'exploitation a aussi été favorisé par un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite.

(Perte) bénéfice net – Les variations de la valeur de notre participation dans LSEG influent sur notre (perte) bénéfice net. La perte nette enregistrée au deuxième trimestre de 2022 ainsi qu'aux troisième et quatrième trimestres de 2021 rend compte de la diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Les résultats du premier trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2021 rendent compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG. Le bénéfice net du premier trimestre de 2021 a été considérablement plus élevé que celui des autres périodes en raison du profit découlant de la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre de créance émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres de créance. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres de créance de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, avec nos états financiers consolidés annuels de 2021, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2021, qui figure dans notre rapport annuel 2021.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	514	1 236	(136)	1 614
Charges d'exploitation	(1)	-	(375)	(801)	136	(1 041)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(11)	(27)	-	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(3)	(118)	-	(121)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(12)	-	(25)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	2	-	2
(Perte) bénéfice d'exploitation	(1)	-	112	280	-	391
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	-	(10)	-	(49)
Autres (charges) produits financiers	(41)	-	-	361	-	320
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	29	-	(13)	(16)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(52)	-	99	615	-	662
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(825)	-	(825)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des filiales	(63)	-	-	69	(6)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(30)	122	-	92
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(115)	-	69	(19)	(6)	(71)
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(44)	-	(44)
(Perte) bénéfice net	(115)	-	69	(63)	(6)	(115)
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(115)	-	69	(63)	(6)	(115)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 049	853	(370)	1 532
Charges d'exploitation	(3)	-	(900)	(503)	370	(1 036)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(17)	(25)	-	(42)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(5)	(117)	-	(122)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(12)	(18)	-	(30)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	14	-	14
(Perte) bénéfice d'exploitation	(3)	-	115	204	-	316
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	-	(10)	-	(49)
Autres produits (charges) financiers	13	-	-	(11)	-	2
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	29	-	(13)	(16)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	102	167	-	269
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 092	-	1 092
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 068	-	5	77	(1 150)	-
Charge d'impôt	-	-	(25)	(264)	-	(289)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 068	-	82	1 072	(1 150)	1 072
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(4)	-	(4)
Bénéfice net	1 068	-	82	1 068	(1 150)	1 068
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 068	-	82	1 068	(1 150)	1 068

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars américains)	Semestre clos le 30 juin 2022					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 100	2 543	(355)	3 288
Charges d'exploitation	(4)	-	(820)	(1 653)	355	(2 122)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(24)	(52)	-	(76)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(6)	(229)	-	(235)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(26)	(25)	-	(51)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	1	-	1
(Perte) bénéfice d'exploitation	(4)	-	224	585	-	805
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(79)	-	-	(18)	-	(97)
Autres (charges) produits financiers	(38)	-	1	451	-	414
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	57	-	(25)	(32)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(64)	-	200	986	-	1 122
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(27)	-	(27)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	956	-	4	145	(1 105)	-
Charge d'impôt	-	-	(55)	(93)	-	(148)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	892	-	149	1 011	(1 105)	947
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(55)	-	(55)
Bénéfice net	892	-	149	956	(1 105)	892
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	892	-	149	956	(1 105)	892

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Semestre clos le 30 juin 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	2 141	1 737	(766)	3 112
Charges d'exploitation	(5)	-	(1 854)	(961)	766	(2 054)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(33)	(55)	-	(88)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(10)	(228)	1	(237)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(25)	(36)	-	(61)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	32	-	31
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	-	218	489	1	703
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(78)	-	(1)	(21)	-	(100)
Autres charges financières	(3)	-	-	(1)	-	(4)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	57	-	(25)	(32)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(29)	-	192	435	1	599
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	7 389	-	7 389
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	6 133	-	7	144	(6 284)	-
Charge d'impôt	-	-	(48)	(1 835)	-	(1 883)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	6 104	-	151	6 133	(6 283)	6 105
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(1)	-	(1)
Bénéfice net	6 104	-	151	6 132	(6 283)	6 104
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	6 104	-	151	6 132	(6 283)	6 104

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	30 juin 2022					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	-	42	401	-	461
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	406	578	-	984
Créances d'exploitation intragroupe	3 663	-	486	2 529	(6 678)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	170	-	175
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	211	205	-	416
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	3 681	-	1 150	3 883	(6 678)	2 036
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	67	140	-	207
Actifs courants	3 681	-	1 217	4 023	(6 678)	2 243
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	178	268	-	446
Logiciels, montant net	-	-	8	853	-	861
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 110	2 166	-	3 276
Goodwill	-	-	3 783	2 130	-	5 913
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 672	-	6 672
Autres actifs non courants	87	-	129	1 040	-	1 256
Créances d'exploitation intragroupe	228	-	-	779	(1 007)	-
Placements dans des filiales	15 883	-	77	4 342	(20 302)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 132	-	1 132
Total de l'actif	19 879	-	6 502	23 405	(27 987)	21 799
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	50	-	-	-	-	50
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	40	-	308	605	-	953
Passif d'impôt exigible	-	-	-	196	-	196
Produits différés	-	-	406	471	-	877
Dettes d'exploitation intragroupe	2 239	-	290	4 149	(6 678)	-
Autres passifs financiers	429	-	21	54	-	504
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	2 758	-	1 025	5 475	(6 678)	2 580
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	35	114	-	149
Passifs courants	2 758	-	1 060	5 589	(6 678)	2 729
Dette à long terme	3 766	-	-	-	-	3 766
Provisions et autres passifs non courants	2	-	67	890	-	959
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	229	(1 007)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	178	814	-	992
Total du passif	6 526	-	2 083	7 522	(7 685)	8 446
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	13 353	-	4 419	15 883	(20 302)	13 353
Total du passif et des capitaux propres	19 879	-	6 502	23 405	(27 987)	21 799

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2021					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	-	237	526	-	778
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	690	367	-	1 057
Créances d'exploitation intragroupe	3 477	-	648	2 545	(6 670)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	102	-	108
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	-	236	224	-	462
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	3 494	-	1 817	3 764	(6 670)	2 405
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	8	40	-	48
Actifs courants	3 494	-	1 825	3 804	(6 670)	2 453
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	201	301	-	502
Logiciels, montant net	-	-	12	810	-	822
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 136	2 195	-	3 331
Goodwill	-	-	3 822	2 118	-	5 940
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 736	-	6 736
Autres actifs non courants	100	-	144	982	-	1 226
Créances d'exploitation intragroupe	230	-	-	778	(1 008)	-
Placements dans des filiales	15 899	-	71	4 526	(20 496)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 139	-	1 139
Total de l'actif	19 723	-	7 211	23 389	(28 174)	22 149
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	51	-	398	877	-	1 326
Passif d'impôt exigible	-	-	-	169	-	169
Produits différés	-	-	634	240	-	874
Dettes d'exploitation intragroupe	2 049	-	497	4 124	(6 670)	-
Autres passifs financiers	-	-	22	153	-	175
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	2 100	-	1 551	5 563	(6 670)	2 544
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	11	26	-	37
Passifs courants	2 100	-	1 562	5 589	(6 670)	2 581
Dette à long terme	3 786	-	-	-	-	3 786
Provisions et autres passifs non courants	3	-	74	866	-	943
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	779	229	(1 008)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	199	806	-	1 005
Total du passif	5 889	-	2 614	7 490	(7 678)	8 315
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	13 834	-	4 597	15 899	(20 496)	13 834
Total du passif et des capitaux propres	19 723	-	7 211	23 389	(28 174)	22 149

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trimestre clos le 30 juin 2022						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(46)	-	158	321	-	433
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	522	-	2	68	(846)	(254)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(464)	-	(291)	(459)	846	(368)
Écarts de conversion	-	-	-	(4)	-	(4)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	12	-	(131)	(74)	-	(193)
Trimestre clos le 30 juin 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(74)	-	123	413	-	462
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	(8)	(481)	-	(489)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	71	-	(97)	(190)	-	(216)
Écarts de conversion	-	-	-	1	-	1
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3)	-	18	(257)	-	(242)

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Semestre clos le 30 juin 2022						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(62)	-	231	539	-	708
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	522	-	23	(132)	(846)	(433)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(457)	-	(449)	(528)	846	(588)
Écarts de conversion	-	-	-	(4)	-	(4)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3	-	(195)	(125)	-	(317)
Semestre clos le 30 juin 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(87)	-	183	746	-	842
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	(11)	386	(35)	340
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	87	-	(181)	(568)	35	(627)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-	-	(9)	564	-	555